



PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROJET DE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES LITTORAUX

de la commune de Saint-André



Note de cadrage réglementaire

au titre de l'article R. 123-8 du code de l'environnement



Dossier soumis à enquête publique

L'article R. 123-8 du Code de l'Environnement liste les pièces, autres que le projet de Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels lui-même, que doit contenir le dossier d'enquête publique. Le contenu du Plan de Prévention des Risques Littoraux est quant à lui défini à l'article R. 562-3 du Code de l'Environnement. Le projet de PPR comprend donc une note de présentation, un ou plusieurs documents graphiques, un règlement et des annexes.

Conformément à l'article R. 123-8 du code de l'environnement, en l'absence d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les points suivants doit être jointe au dossier d'enquête publique :

- les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du plan ;
- l'objet de l'enquête publique ;
- les caractéristiques les plus importantes du plan ;
- un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment d'un point de vue de l'environnement, le plan soumis à enquête a été retenu.

Par ailleurs, doivent aussi être mentionnés au dossier d'enquête :

- les textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au plan considéré ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.

La présente note a pour objet de répondre à cette obligation en apportant les précisions et mentions requises sur les 6 points précités.

Ainsi, le dossier d'enquête publique comprend :

- la présente note de cadrage réglementaire,
- les avis émis sur le projet de PPRL lors de la consultation officielle prévue à l'article R. 562-7 du Code de l'Environnement,
- le bilan de la concertation (intégré dans la note de présentation),
- le projet de PPRL.

1. Coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne responsable du plan

La personne publique responsable de l'élaboration du PPRL sur la commune de Saint-André est le :
Préfet de La Réunion
6, rue des Messageries,
CS 51079, 97404 ST DENIS CEDEX
Téléphone : 02 62 40 77 77

Elle est représentée et assistée par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de La Réunion qui a en charge l'instruction de ce projet de plan :

DEAL Réunion
Service Prévention des Risques Naturels et Routiers
Unité Réglementation des Risques naturels et observatoire du Littoral
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
97443 Saint-Denis cedex 9
tel : 02 62 40 25 04

2. Objet de l'enquête publique

La présente enquête publique a pour objet l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL), relatif aux aléas « recul du trait de côte et submersion marine », sur la commune de Saint-André.

3. Les caractéristiques les plus importantes du plan

3.1. Qu'est-ce qu'un PPR ?

Centrées initialement sur la gestion de la crise en matière de risques, les politiques publiques se sont peu à peu étendues à des démarches de prévention. En 1982, 1995 et 2003, des lois fondamentales ont été votées pour faire entrer davantage la prévention dans l'aménagement du territoire.

En 1982, le principe de la solidarité nationale face aux risques majeurs a ainsi été institué.

Dès lors, le système « catastrophes naturelles » permet de dédommager les dégâts matériels causés par des événements exceptionnels. En contrepartie, la loi a prévu que la vulnérabilité du territoire ne devait pas être accrue, et a institué des plans d'exposition aux risques (PER), devenus plans de préventions des risques naturels (PPR) par la loi du 2 février 1995, pour cartographier et réglementer les zones soumises à des risques naturels.

Dans ce cadre, le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) est un document réalisé par l'État, sous l'autorité du Préfet. Il est établi en association avec les communes et les autres personnes publiques concernées dès le début du projet et tout au long de la procédure, et également en concertation avec la population, en vue de partager une connaissance commune de la démarche.

Outil majeur de la politique globale de prévention des risques naturels, le PPR a pour objet de délimiter les zones exposées directement ou indirectement aux aléas naturels identifiés.

Il réglemente l'utilisation des sols, dans l'objectif de garantir la sécurité des personnes, de prévenir les dommages aux biens et de ne pas aggraver les risques. Cette réglementation va de la possibilité de construire sous certaines conditions à l'interdiction de construire dans les cas où l'intensité prévisible des risques ou l'objectif de non-aggravation des risques existants le justifie.

Le PPR a également pour objectif de contribuer à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens déjà implantés en zone à risque. À cet effet, il peut aussi définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux collectivités publiques compétentes, ou aux propriétaires, exploitants ou utilisateurs concernés.

3.2 Les principales caractéristiques du PPRL

Le PPRL s'applique sur la bande littorale de Saint-André sur les espaces identifiés comme soumis aux

aléas « recul du trait de côte » et « submersion marine ».

Le projet de PPRL comporte :

- Un rapport de présentation, qui présente l'analyse des phénomènes pris en compte, ainsi que leur impact sur les personnes et sur les biens, existants et futurs. Ce rapport justifie les choix retenus en matière de prévention en expliquant les principes d'élaboration du PPRL. À ce rapport de présentation, est annexé le bilan de concertation qui détaille l'ensemble des démarches menées dans le cadre de la concertation avec la collectivité et le public.
- Un règlement qui précise les règles s'appliquant à chacune de ces zones. Le règlement définit ainsi les conditions de réalisation de tout projet, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers ou aux collectivités, ainsi que les mesures de réduction de vulnérabilité applicables aux biens et activités existants.
- Le plan de zonage réglementaire à l'échelle 1/5000.
- Des annexes cartographiques (carte des aléas, carte des phénomènes historiques et carte des enjeux).

Le plan de zonage réglementaire et le règlement constituent les documents opposables du PPRL.

3.3 Principales caractéristiques de l'élaboration du PPRL

La définition du zonage réglementaire du PPRL de Saint-André s'appuie notamment sur la carte des aléas et la carte des enjeux.

Sur la base de l'identification des aléas et des enjeux ainsi effectuée, des zones réglementaires sont définies avec un règlement pour chacune des zones, dont l'objectif est de répondre aux orientations de l'Etat en matière de gestion des zones concernées par l'aléa « recul du trait de côte et submersion marine » tout en permettant dans la mesure du possible, la vie des secteurs déjà urbanisés dans les zones d'aléa les plus faibles.

Le projet présenté à l'enquête publique découle donc à la fois des résultats d'études techniques (études des aléas et des enjeux), et des orientations nationales en matière de gestion des zones soumises au « recul du trait de côte et/ou à l'aléa submersion marine » pour la rédaction du règlement.

Dans le domaine des risques majeurs, on définit le risque comme étant le croisement d'un aléa et d'un enjeu.

i) La caractérisation et qualification de l'aléa

L'aléa est le phénomène naturel (l'inondation par submersion marine, le recul du trait de côte...), caractérisé en un lieu donné par une période de retour donnée (l'occurrence).

- l'aléa « recul du trait de côte » : le recul du trait de côte est le déplacement vers l'intérieur des terres de la limite entre le domaine marin et le domaine continental. La zone exposée à l'évolution tendancielle pour une échéance à 100 ans et la zone soumise à un événement tempétueux majeur sont délimitées ;
- l'aléa « submersion marine » : la submersion marine est l'inondation temporaire de la zone côtière liée à des conditions météo-marines défavorables. Les hauteurs d'eau et la dynamique de submersion sont déterminées. Cette analyse se base sur l'analyse des conséquences d'un événement centennal ou d'un événement historique dès lors que celui-ci est supérieur à l'événement centennal. D'autres scénarios peuvent être étudiés afin de mieux appréhender la dynamique du secteur concerné (submersion fréquente ou extrême par exemple).

ii) L'analyse des enjeux

L'analyse des enjeux a pour objectif de comprendre l'organisation et le fonctionnement du territoire. Cette phase d'étude fait notamment ressortir les différents points de vulnérabilité du territoire. Elle conduit à distinguer les zones non urbanisées et les espaces urbanisés.

iii) L'élaboration du dossier réglementaire

Le dossier réglementaire est alors réalisé sur la base des connaissances acquises lors des étapes précédentes selon la méthodologie ci-dessous.

3.4 Le PPRL de Saint-André

i) Rappel du contexte littoral de Saint-André

Saint-André se situe au nord-est de l'île de La Réunion. La commune s'étend sur la plaine nord-est du Piton des Neiges, allant des bordures du cirque de Salazie jusqu'à l'Océan Indien et s'inscrivant entre deux rivières majeures : la Grande Rivière Saint-Jean au nord et la Rivière du Mât au sud. Cette commune possède une superficie de 54,37 km², soit environ 2 % de la surface totale de l'île de La Réunion.

Avec 56 902 habitants recensés en 2019 et une densité de 1072 habitants par km², la ville de Saint-André a observé, depuis le début des années 2000, une augmentation de sa population de l'ordre de 29 %. Celle-ci représente aujourd'hui 6,5 % de la population totale de l'île.

Le territoire de Saint-André s'étend selon un axe principal Nord-Est – Sud-Ouest et possède une forme de Y avec une largeur amont d'un peu moins de 2 km, une largeur aval au niveau de la façade littorale de 11,5 km et une longueur suivant un axe Nord-Est - Sud-Ouest d'environ 12 km.

Les limites communales sont essentiellement naturelles, avec :

- Au nord-est, la bordure littorale,
- au sud, la rivière du Mât,
- au nord-ouest, la Grande Rivière Saint-Jean,
- au sud-ouest, la crête du Cassé du cirque de Salazie.

La commune de Saint-André est limitrophe avec les communes de Sainte-Suzanne sur sa bordure nord-ouest, Salazie sur sa bordure sud-ouest et Bras-Panon sur sa bordure sud.

Saint-André fait partie de la Communauté Intercommunale Réunion Est (CIREST). Elle en est la plus grande commune.

Le secteur littoral est principalement occupé par d'anciennes plaines alluviales. Du fait de l'origine de ces terrains, ils sont associés à des altitudes basses et des pentes faibles.

L'intégralité du front littoral est quant à lui constitué de formations alluvionnaires fluviomarines.

Faciès littoraux et dynamiques sédimentaires

Le littoral de Saint-André est situé sur la côte nord-est de la Réunion, et est donc soumis aux régimes d'alizés et ponctuellement exposé aux houles cycloniques. Ce littoral, long d'environ 11 km, est composé de différents faciès littoraux découpés en plusieurs secteurs du sud-est au nord-ouest.

Le premier secteur constitue l'embouchure de la Rivière du Mât. Long d'environ 700 m, ce littoral est essentiellement constitué d'un cordon de galets de cône-delta composés d'alluvions fluviales récents. Ce secteur présente une dynamique morphologique très forte dépendante des apports sédimentaires du bassin versant et de leur remobilisation par les houles d'alizés et cycloniques ;

Le secteur suivant, allant du quartier du Coeur saignant au quartier de Champ Borne, est constitué d'un cordon de galets, dont les sédiments proviennent essentiellement des apports sédimentaires de la Rivière du Mât et de la dérive littorale. Ce cordon littoral est principalement orienté est-nord-est et en grande majorité surplombé par des falaises meubles fortement impactées par la houle et les événements cycloniques. Cette zone constitue une zone urbaine importante de la commune ;

Le secteur suivant concerne le quartier de Champ Borne jusqu'au quartier du Colosse. Cette portion du littoral présente la particularité d'avoir bénéficié d'apports anthropiques sous la forme de remblais notamment sur le quartier de Champ-Borne où l'impact des houles est particulièrement visible. Il s'agit de l'un des secteurs les plus sensibles à l'érosion côtière de la commune de Saint-André et nécessite une attention particulière.

- Le secteur suivant, long d'environ 3.7 km, s'étend du quartier du Colosse jusqu'au quartier de Bois Rouge. Tout comme le reste de la commune, ce secteur est principalement composé de cordons de galets remaniés par la mer et surplombé de microfalaises meubles en haut de plage. Il s'agit en grande majorité d'un littoral naturel comprenant le petit étang à proximité du Parc du Colosse et la réserve naturelle de Bois Rouge pouvant être soumis à des submersions marines en période cyclonique.

- Le dernier secteur s'étend de Bois Rouge jusqu'à l'embouchure de la grande rivière Saint-Jean à l'extrême nord-ouest de la commune de Saint-André. Composé de cordons de galets remaniés par la mer, surplombé de microfalaises meubles et végétalisées. Il s'agit d'un secteur à forts enjeux dû à la présence de l'usine sucrière en bordure de littoral.

ii) Définition de l'aléa recul du trait de cote

La définition de l'aléa recul du trait de côte repose sur une approche historique sur environ 50 ans permettant une projection sur les 100 prochaines années dans des conditions environnementales estimées comme invariantes dans le temps.

Pour ce faire, l'analyse de la cinématique du trait de côte se base sur la photo-interprétation de clichés aériens anciens. Le calcul du recul du trait de côte suit les étapes suivantes :

- préparation des photographies aériennes ;
- définition et numérisation du trait de côte aux différentes dates ;
- calcul du recul du trait de côte à échéance 2100.

L'aléa recul du trait de côte est systématiquement qualifié de « **fort** ».

iii) Estimation de l'aléa submersion marine

Pour la submersion, la méthode consiste à croiser le niveau marin de référence avec la topographie côtière.

Pour le littoral de Saint-André, l'événement de référence est les houles cycloniques de Dina (2002).

La qualification de l'aléa repose sur la prise en compte de la dynamique de submersion de la manière suivante :

		Dynamique de submersion		
		Lente	Moyenne	Rapide
Hauteur d'eau (m)	H<0,5	Faible	Modéré	Fort
	0,5<h<1	Modéré	Modéré	Fort
	H>1	Fort	Fort	Fort

iii) Élaboration du zonage réglementaire

L'élaboration du zonage réglementaire constitue l'ultime étape cartographique du Plan de Prévention des Risques naturels littoraux. Il permet, en croisant les différentes données d'aléas et d'enjeux à disposition, de définir les secteurs au sein desquels les constructions seront autorisées, interdites ou soumises à prescriptions.

L'élaboration de la cartographie réglementaire du présent PPRL est donc complexe dans la mesure où elle prend en considération cinq types d'informations distinctes :

- Deux types d'aléas littoraux : « recul du trait de côte » et « submersion marine » ;
- Deux temporalités pour chacun des deux aléas considérés : l'aléa de référence et l'aléa à horizon 2100 ;
- Le caractère urbanisé ou non de l'espace étudié.

Principes d'inconstructibilité liés à la submersion :

En espace urbanisé, un principe d'inconstructibilité s'applique à toutes les zones d'aléa fort ou modéré de référence.

En espace non-urbanisé, un principe d'inconstructibilité s'applique à toutes les zones concernées par un aléa, qu'il soit actuel ou à horizon 2100, à l'exception des secteurs d'aléa nul de référence ET faible à horizon 2100. Un principe de constructibilité avec prescription s'applique sur les autres secteurs.

Principes d'inconstructibilité liés au recul du trait de côte :

Concernant le recul du trait de côte, la nature même de l'aléa justifie une classification réglementaire plus immédiate de l'aléa. On peut en effet considérer que tout terrain soumis à l'aléa de référence est voué à disparaître à échéance 2100. Pour cette raison, l'aléa « recul du trait de côte » est toujours affecté du code degré « fort ».

Principe de traduction réglementaire des aléas :

Le PPRL distingue donc *in fine* deux zones par croisement des aléas submersion marine et recul du trait de côte selon le type d'espace (urbanisé/non urbanisé) :

- Une zone **très exposée** aux aléas submersion marine et/ou recul du trait de côte, appelée **zone rouge (R)**, au principe d'inconstructibilité à l'avenir ;
- Une **zone moins exposée** à l'aléa submersion marine, appelée **zone bleue (B)**, au principe de constructibilité sous conditions.

Pour les espaces qualifiés de non urbanisés le long du littoral, la traduction réglementaire suivante est retenue :

Transcription réglementaire des aléas		SUBMERSION MARINE				
		Fort ref	Modéré ref	Faible ref ET Fort, Modéré ou Faible 2100	Nul ref ET Fort ou Modéré 2100	Nul ref ET Faible 2100
RECU DU TRAIT DE CÔTE	Fort	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
	Fort 2100 ou Nul	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge	Bleue

Pour les espaces qualifiés d'urbanisés le long du littoral, la traduction réglementaire suivante est retenue :

Transcription réglementaire des aléas		SUBMERSION MARINE			
		Fort ref	Modéré ref	Faible ref ET Fort, Modéré ou Faible 2100	Nul ref ET Fort, Modéré ou Faible 2100
RECU DU TRAIT DE CÔTE	Fort	Rouge	Rouge	Rouge	Rouge
	Fort 2100 ou Nul	Rouge	Rouge	Bleue	Bleue

4. Raisons pour lesquelles le plan a été retenu

La politique de prévention des risques naturels a pris un essor particulier en France en 1994 suite à une succession d'événements catastrophiques ayant affecté depuis 1987 le territoire national. Il est apparu alors de manière évidente qu'un développement urbain mal maîtrisé pouvait aggraver considérablement les catastrophes, en particulier lorsque les zones exposées sont urbanisées.

Le littoral attire une population nombreuse et les activités s'y développent largement, et ce depuis des décennies. À cette forte densité humaine en zone côtière correspond un haut niveau d'artificialisation des territoires qui s'accroît avec la proximité du rivage. Les populations, l'environnement et les activités économiques qui en résultent doivent être particulièrement protégés des risques naturels spécifiques au littoral. En outre-mer, la prévention des risques littoraux revêt une acuité particulière et nécessite une vigilance encore plus accrue : le littoral ultramarin est un lieu de concentration des populations et fait l'objet d'une intense compétition en matière d'occupation de l'espace, c'est aussi le lieu d'une richesse biologique et environnementale exceptionnelle, dans un contexte d'aléas naturels multiples et plus violents qu'en métropole.

La politique de prévention des risques, qui repose entre autres sur l'élaboration de plans éponymes et plus globalement sur une prise en compte, par les collectivités locales, des risques dans les stratégies d'aménagement et d'urbanisme, doit intégrer les évolutions prévisibles des aléas à l'origine des catastrophes au regard des enjeux, notamment de l'occupation des sols et des activités attachées au caractère maritime des lieux.

Dans un contexte de développement, de densification de l'urbanisation et d'augmentation inhérente de la vulnérabilité, le nombre et la diversité des phénomènes naturels auxquels sont exposés des enjeux importants sur son territoire communal (notamment le centre-ville) ont justifié l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Littoraux de la commune de Saint-André.

Il y a donc nécessité pour la sécurité de la population de mettre en place des mesures de prévention efficaces. Le PPRL constitue un instrument adapté à la prise en considération des phénomènes littoraux et des risques liés dans l'aménagement des territoires et à la mise en œuvre des mesures de prévention adaptées.

5. Mention des textes régissant l'enquête publique

Textes relatifs à la procédure d'élaboration ou la révision d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles :

- articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement ;
- articles R.562-1 à R.562-11 du code de l'environnement.

Textes relatifs à l'enquête publique :

- article L.123-1-A du code de l'environnement : participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement ;
- articles L.123-1 à L.123-2 du code de l'environnement : champ d'application et objet de l'enquête publique ;
- articles L.123-3 à L.123-18 du code de l'environnement : procédure et déroulement de l'enquête publique ;
- articles R.123-1 à R.123-27 du code de l'environnement : champ d'application, procédure et déroulement de l'enquête publique ;

Arrêté préfectoral n°253 SG/DCL/BU du 8 février 2021, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique concernant le projet d'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Littoraux relatif aux aléas « recul du trait de côte » et « submersion marine » sur Saint-André.

6. Place de l'enquête publique dans la procédure d'élaboration du PPRL

L'élaboration du PPRL de Saint-André se déroule selon les étapes suivantes :

i) Une phase technique préalable

Dans ce cadre, les cartes d'aléas « recul du trait de côte et de submersion marine » ont été élaborées puis actualisées. Ainsi, le préfet a, par courriers du 8 juin 2015 et 14 mars 2023, porté à la connaissance du maire de Saint-André ces cartes d'aléas pour une prise en compte dans la délivrance des actes d'urbanisme.

ii) Évaluation environnementale

Préalablement à leur prescription, les PPR doivent faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas lors duquel, l'autorité environnementale détermine si une évaluation environnementale est nécessaire.

Par décision du 10 mai 2016, l'Autorité environnementale a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale l'élaboration du PPRL de Saint-André.

iii) Prescription du PPR

Par arrêté préfectoral n° 2016-02286/SG/DRCTCV du 18 novembre 2016, prorogé par arrêté du 4 novembre 2019, le préfet a prescrit l'élaboration du PPRL sur le territoire de Saint-André. Cet arrêté constitue le point de départ officiel de la procédure d'élaboration du PPR.

Cet arrêté a notamment précisé les modalités de concertation et d'association des collectivités territoriales et du public.

iv) Une phase d'association et de concertation

Cette phase de concertation a, dans les faits, débuté avant la prescription officielle de la procédure et s'est poursuivie après.

Ainsi, 02 décembre 2014, une réunion de présentation à la commune du projet de cartographie des aléas littoraux a été organisée. Cette cartographie.

En 2022, la cartographie des aléas littoraux a été mise à jour et ont fait l'objet d'une réunion de présentation le 23 juin 2022 avec pour discussion une étude complémentaire d'Artélia commandée par les industriels de bois rouge ;

Le 16 février 2023 avait lieu la présentation des cartes d'aléas actualisées avec la prise en compte de l'étude Artélia ainsi que du nouveau calendrier.

Par ailleurs, le public a été invité à consulter le dossier de concertation, constitué du règlement, des cartes des zonages réglementaires et des cartes d'aléas « recul du trait de côte » et « submersion marine » du PPRL. Le dossier a été mis à disposition du public du 26 avril au 17 mai 2023 inclus.

Aussi Une réunion d'information et d'échange entre le public et la DEAL, a été organisée le 26 avril 2023 à 17h00 à la salle des fêtes de Champ-Borne.

L'ensemble des éléments en lien avec la concertation du public est synthétisé dans le bilan de concertation.

v) Phase de consultation officielle des personnes publiques

Le projet de PPRL, éventuellement modifié pour tenir compte des requêtes et observations reçues durant la phase de concertation et d'association, est alors transmis pour consultation officielle aux personnes publiques suivantes : commune de Saint-André; la Communauté intercommunale Réunion Est (CIREST); la chambre d'agriculture de La Réunion; la Direction de l'Alimentation, de

l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) de La Réunion; l'Office National des Forêts (ONF); le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF).

Les dossiers définitifs ont été transmis aux différents services par envoi en recommandé le 02 octobre 2023. Le délai limite de réponse est de 2 mois à compter de la date de réception de la saisine. La consultation officielle s'est terminée le 3 décembre 2023. L'ensemble des avis rendus pendant cette phase de consultation est repris dans le bilan de joint au dossier.

vi) Enquête publique

Suite à cette phase de consultation, le projet de PPRL objet de la consultation officielle est soumis à enquête publique. Durant cette phase, le commissaire enquêteur reçoit les observations et propositions du public sur le projet de PPRL.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur, dans un document séparé, présente ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

vii) Approbation du PPRL

Suite à l'enquête publique, le projet de PPRL peut être modifié pour tenir compte des observations et propositions émises lors de la phase de consultation ou d'enquête publique. Ces modifications ne doivent toutefois pas remettre en cause l'économie générale du document. À défaut, une nouvelle enquête publique doit être organisée.

Le projet de PPRL, éventuellement modifié, est alors approuvé par arrêté préfectoral. Le PPR approuvé est alors annexé au plan local d'urbanisme et vaut servitude d'utilité publique.

7. Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.

La seule décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête publique est l'approbation de l'élaboration du PPRL de Saint-André, qui sera prononcée par arrêté préfectoral.

Conformément aux articles L.562-4 et R.562-9 du Code de l'environnement, cet arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion. Il fera également l'objet d'un affichage en mairie et au siège de la CIREST ainsi que d'une publicité par voie de presse locale en vue d'informer les populations concernées.